



Le baromètre économique des services en France

Juillet 2014

L'essentiel

- L'emploi est stable au 2^{ème} trimestre
- Le chiffre d'affaires stagne en début d'année
- Le niveau des embauches se maintient majoritairement en contrats courts
- Les chefs d'entreprise restent peu confiants
- Le niveau des créations d'entreprises atteint des records



Sommaire

L'indicateur avancé de l'emploi salarié dans les services	p. 3
Les embauches dans les services	p. 4
Le chiffre d'affaires des services.....	p. 6
La valeur ajoutée des services	p. 7
Les créations d'entreprises dans les Services	p. 8
L'enquête Banque de France	p. 9
sur le climat des affaires	

Ouvrage édité par le Groupement
des Professions de Services
Directeur de la publication :
Bérangère de Beaucoudrey
Comité de rédaction :
Dominique Calmels, Grégori Colin,
Bérangère de Beaucoudrey,
Christelle Martin.
Edition déléguée : Louisiane - RCS
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 006/2014
ISBN : 978-2-918995-32-6
Dépôt légal juillet 2014
Contact : 01 53 59 17 28
contact@gps.asso.fr

© GPS 2014 tous droits réservés

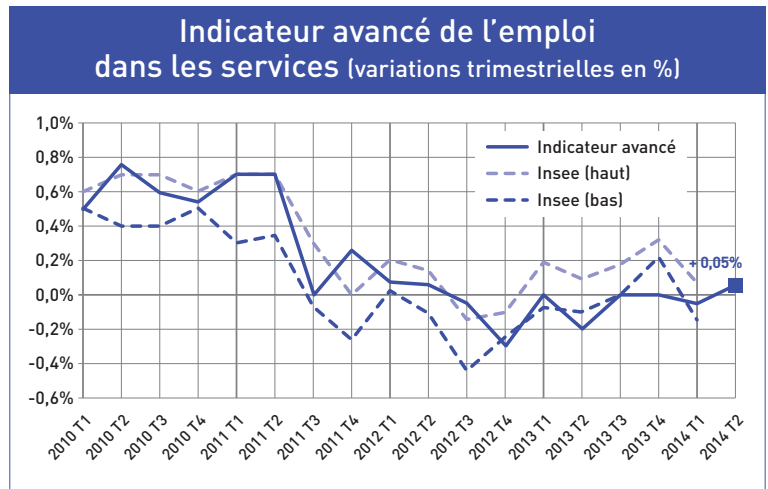
Indicateur avancé de l'emploi salarié dans les services

L'emploi se maintiendrait dans les services au 2^{ème} trimestre.

Le deuxième trimestre 2014 devrait voir un maintien de l'emploi dans les services avec +0,05 % par rapport au trimestre précédent. Les entreprises de services stabilisent leurs effectifs depuis bientôt un an, sans que l'investissement ne vienne en soutien des embauches et malgré une demande atone.

En avril 2014, nous avons évoqué le raccourcissement de la durée des contrats comme corollaire au maintien des effectifs. Cette tendance se poursuit au 1^{er} trimestre¹ et contribue à maintenir le nombre de salariés dans les services.

Le début de l'année 2014 a été marqué par une volonté de réforme de l'échafaudage fiscal-social des entreprises. Les annonces gouvernementales peuvent être apparentées à une politique de l'offre (baisse du coût du travail, modération de la fiscalité...)



Source : Cabinet G-CEC, INSEE.

“ Devant les limites de la réforme de l'Offre, les perspectives d'évolution de la Demande deviennent centrales dans la problématique de l'emploi. ”

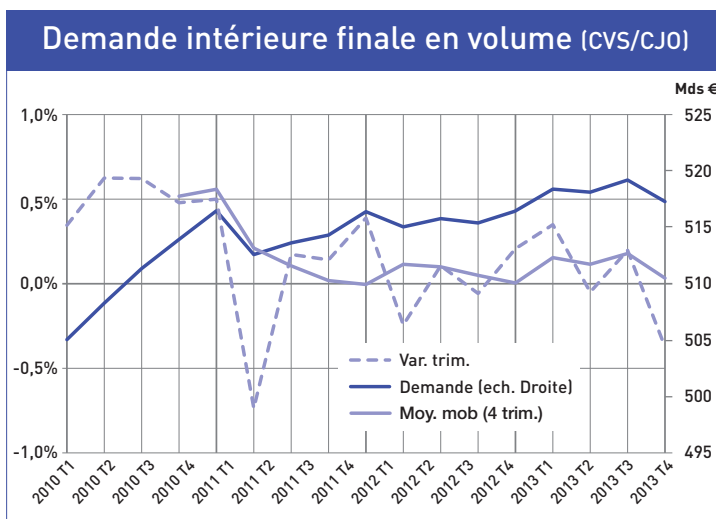
mais compte tenu du faible niveau de rentabilité des entreprises françaises, il semble peu probable que ces mesures se transmettent aux prix².

Devant les limites de la réforme de l'Offre, les perspectives d'évolution de la Demande deviennent centrales dans la problématique de l'emploi.

La Demande (BtoB et BtoC) conditionne les créations d'emplois à deux niveaux, d'une part les variations "instantanées³" de la Demande impliquent l'adaptation des effectifs à la montée ou à la baisse de la charge⁴. D'autre part, si la Demande est jugée durable par les entreprises, l'emploi peut bénéficier du déblocage des investissements lié à l'amélioration des anticipations.

Le rythme de progression de la Demande s'est sensiblement ralenti au cours de l'année 2011 sans parvenir à reaccélérer depuis⁵. Le 1^{er} trimestre 2014 constitue même le premier recul notable de la Demande depuis le second trimestre 2012.

Les annonces sur la réduction de l'impôt au profit des ménages les plus pauvres⁶ pourraient être perçues comme positif pour la demande. Les entreprises pourraient y donner du crédit dans leurs anticipations mais cela ne produirait pas d'effet avant le 3^e trimestre 2015. Trop loin, trop faible et trop incertain pour influencer sur la courbe de l'emploi en 2014.



Source : Insee, Demande hors stock (Investissement + Consommation des ménages + Demande extérieure).

1 Voir la fiche "Les embauches dans les services" de ce numéro.
 2 En particulier du fait des pressions déflationnistes dans certains secteurs clés des services (cf, l'enquête Banque de France de ce numéro)
 3 i.e mensuelles ou trimestrielles.
 4 Généralement dans l'ordre, Intérim, CDD courts, longs et CDI, à la hausse comme à la baisse de l'activité.
 5 Au 1^{er} trimestre 2014, la croissance trimestrielle moyenne sur un an est de +0,1%.
 6 Mais moins pauvres que ceux qui sont déjà exonérés d'impôt sur le revenu, moins consommateurs de services.



Les embauches dans les services

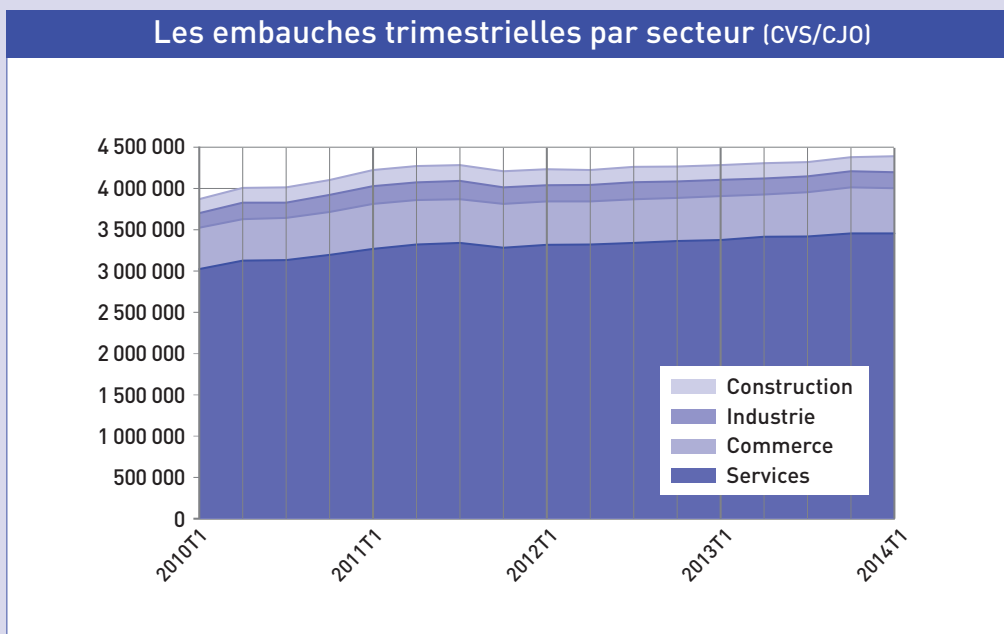
Au 1^{er} trimestre 2014, les entreprises de services maintiennent leur niveau d'embauches, majoritairement en contrats courts.

Au premier trimestre 2014, les entreprises de services ont effectué près de 3,5 millions de Déclarations Uniques d'Embauches (DUE), tandis que le reste du Secteur Marchand Non Agricole (SMNA) en déclarait 930 000. Les services représentent 78,8 % des embauches du secteur privé fin mars 2014, en léger recul avec la moyenne de 2013 (79,2 %)¹.

Depuis le point bas du 4^e trimestre 2011, le nombre de DUE dans les services a progressé de +5,5 % et de +1,2 % dans le commerce². Il recule dans l'industrie (-5,5 %) et la

construction (-3,1 %)³. La résilience de l'emploi des services fonctionne encore pour les volumes d'embauches. Ceci signifie que les entreprises de services contraignent peu leurs besoins de main d'œuvre.

Les quatre premiers employeurs des services privilégient les contrats courts du fait de leurs modèles économiques très exposés à la conjoncture nécessitant des ajustements rapides de leurs effectifs. Cependant, ils embauchent 52 000 CDI de plus que l'industrie, la construction et le commerce cumulés au 1^{er} trimestre 2014⁴.



Source : Acoiss.

1 Au premier trimestre 2000, les DUE des services représentaient 71% de l'ensemble du SMNA.

2 545 000 embauches au T1 2014.

3 Respectivement, 200 000 et 184 000 embauches déclarées au T1 2014.

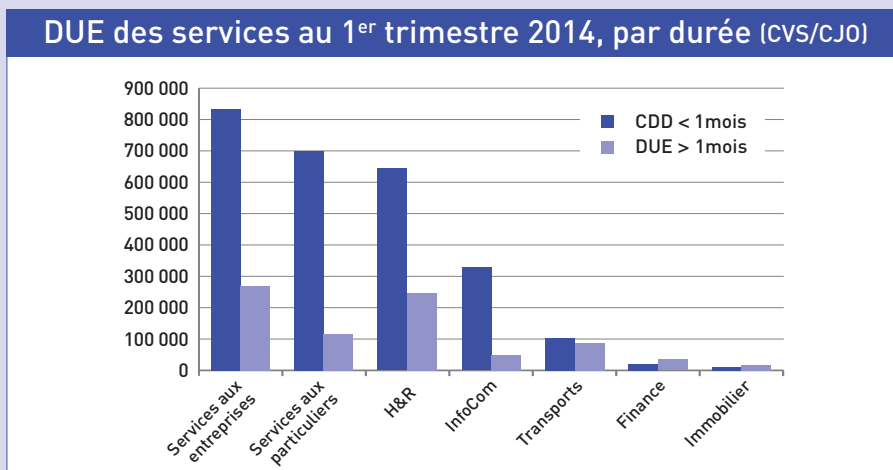
4 324 000 embauches contre 272 000 pour ICC. Moyennes 2013 : 332 000 et 267 000, soit un écart moyen de 65 000 CDI.

La croissance économique trop faible a été mise en avant pour expliquer l'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois, notamment lors de la publication des chiffres du chômage de mai⁵. C'est l'absence de croissance qui explique la diminution du nombre et de la durée des embauches. Le manque de visibilité sur la conjoncture et un climat fiscal incertain contribuent au climat de prudence et pousse à privilégier la souplesse des contrats courts pour en maintenir le niveau.

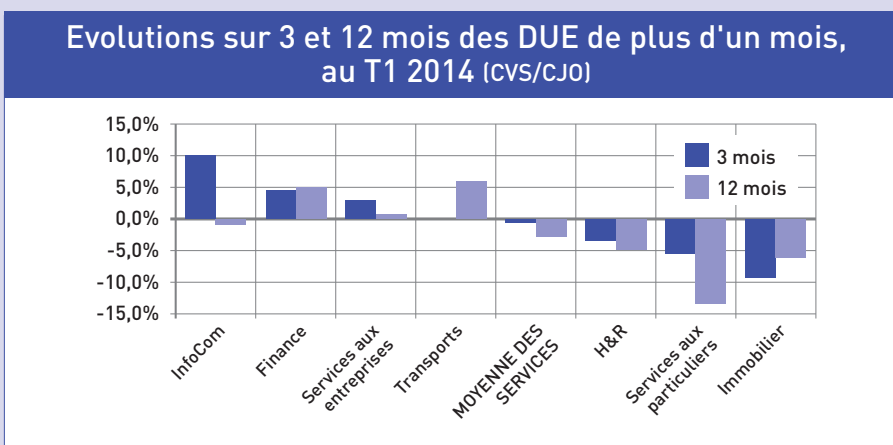
3 activités de services voient leurs DUE de plus d'un mois progresser au cours du 1^{er} trimestre 2014, l'Information/Communication (+9,8%), la Finance (+4,5%) et les Services aux entreprises (+2,8%). Malgré

cela les services dans leur ensemble ne parviennent pas à maintenir le niveau de ces embauches⁶, du fait notamment des importantes mesures fiscales impactant l'emploi dans les Services à la personne⁷.

L'accélération des embauches de plus d'un mois au T1 2014 – notamment dans les Services aux entreprises et l'Information/Communication – indique que les entreprises sont dans l'attente d'un environnement économique lisible et prédictible pour allonger la durée des contrats de travail. Compte tenu du poids des services dans les embauches de secteur marchand français, il s'agit de l'une des principales clés pour faire passer le taux de chômage en dessous de 10%.



Source : Acoss.



Source : Acoss.

⁵ "Croissance trop plate au premier trimestre de l'année" évoquée par Michel Sapin le 26/06/14.

⁶ -0,5 au T1 2014 et -2,7% sur un an.

⁷ Ce secteur est le quatrième déclarant des services avec une moyenne trimestrielle de 128 000 DUE de plus d'un mois en 2013.



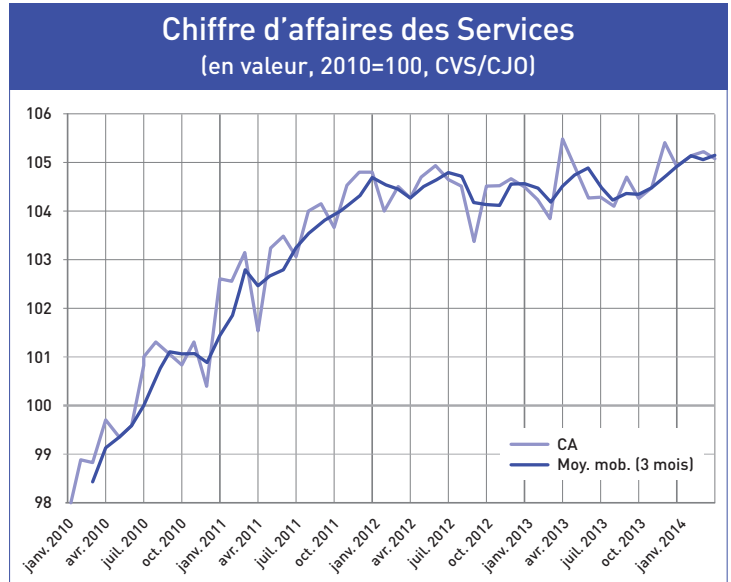
Le chiffre d'affaires des services

Le début d'année 2014 marque le pas dans toutes les activités de services à l'exception de l'hébergement-restauration.

En avril 2014, le chiffre d'affaires (CA) des activités de services connaît un repli de -0,1% par rapport au mois précédent (-1,2% en rythme annualisé) avec un indice de 105,1. Il s'agit du troisième mois consécutif au-delà de l'indice 105, niveau symbolique qui n'a été atteint qu'à six reprises¹.

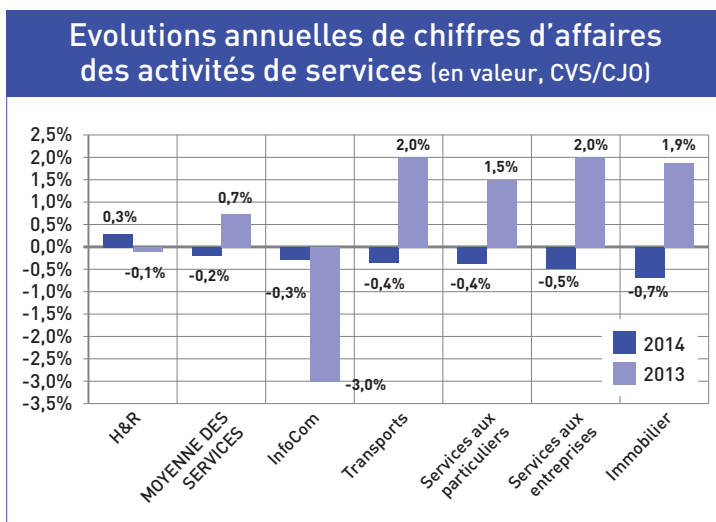
Malgré la progression effectuée depuis la période de référence (+5,1% par rapport à 2010) le niveau peut être trompeur. Le chiffre d'affaires des services est en recul depuis le début de l'année 2014. Entre le mois de décembre 2013 et avril 2014, l'indice a concédé -0,3% (soit -0,9% en rythme annualisé).

Le premier tiers de 2014 succède à une année 2013 délicate, au cours de laquelle le CA des services a progressé en moyenne de +0,7%. Ce résultat recelait d'importantes disparités sectorielles puisque seules les activités d'Hébergement/Restauration et surtout d'Information/Communication (-3% de chiffre d'affaire en 2013) étaient en recul sur cette période.



Source : INSEE.

“ Les gains de 2013 pourraient être effacés avant la fin de l'année. ”



Source : INSEE. Pour 2014, il s'agit d'un acquis de croissance, le dernier point connu (avril) est comparé à celui de décembre 2013.

Dans les secteurs où elle a été présente en 2013, la croissance du CA a atteint des rythmes que l'on peut juger satisfaisant compte tenu de la conjoncture², mettant davantage en relief l'annus horribilis de l'InfoCom.

En revanche, le début d'année 2014 marque le pas dans toutes les activités de services, à l'exception de l'Hébergement/Restauration qui retrouve le chemin de la croissance.

La pression baissière sur les prix (notamment depuis la mise en place du CICE) impacte nécessairement la progression de l'activité en valeur. L'enquête Banque de France montre qu'à la fois le climat des affaires et les tensions sur les prix ne s'améliorent ni en mai ni en juin. La première moitié de l'année semble s'effacer sans que l'on distingue d'indices susceptibles d'améliorer les anticipations des décideurs. L'activité recule en valeur, la demande semble atone, ce n'est pas un terreau favorable à la reprise des investissements, donc de l'activité future.

1 Outre la période de février à avril 2014, juin 2012, avril (plus haut de la série, indice 105,5) et décembre 2013.

2 S'agissant du CA en valeur, les hausses de coût qui ont pu être répercutées dans les prix sont intégrées dans cette progression.

La valeur ajoutée des services

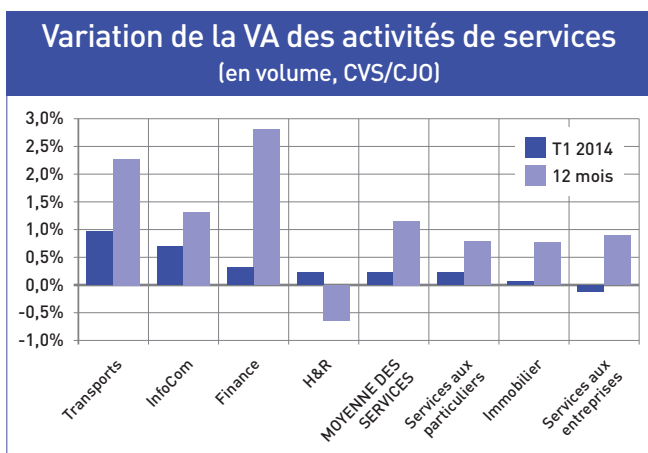
Le volume d'activité poursuit sa croissance et tente d'entraîner le reste du secteur marchand.

La Valeur Ajoutée des services en volume a progressé de +0,2% au 1^{er} trimestre 2014 pour atteindre 215 milliards d'euros. Il s'agit du troisième trimestre consécutif à connaître ce taux de croissance, confirmant la progression linéaire (bien que faible ; +0,8% en rythme annualisé¹) du volume de VA produit par les services.

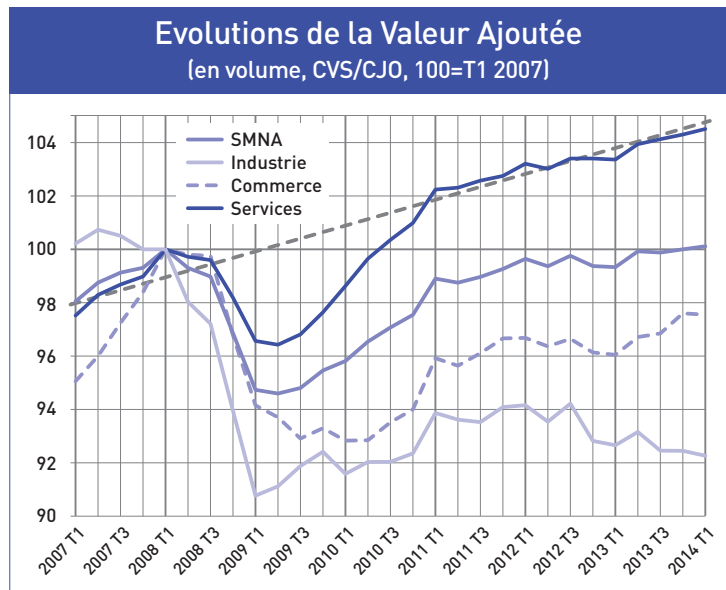
Avec une valeur de 104,5 au T1 2014, l'indice des services fait état d'une augmentation de 4,5% par rapport au 1^{er} trimestre 2008. Il s'agit de la seule activité marchande française à avoir atteint – depuis presque 4 ans – son niveau d'activité de pré-crise. La résilience des services, illustrée par le chemin de croissance stable depuis 2007 (ligne pointillée), a permis à la VA du Secteur Marchand Non Agricole de dépasser son niveau de référence, au 1^{er} trimestre 2014 seulement (indice 100,1). Depuis la crise, les services s'imposent davantage encore comme la locomotive de l'économie française.

Toutefois la croissance de la VA des services depuis 2007 (+1%/an en moyenne) n'atteint toujours pas le rythme constaté avant la crise (+2,4%/an entre T1 2000 et T1 2008). Une explication peut être trouvée dans la faiblesse de la demande de services, notamment celle émanant des deux autres secteurs du SMNA, l'industrie et le commerce.

“ Le recul des services aux entreprises est à surveiller [...] ”



Source : INSEE, Comptes nationaux trimestriels, SMNA : Secteur Marchand Non Agricole.



Source : INSEE, Comptes nationaux trimestriels, SMNA : Secteur Marchand Non Agricole.

Au premier trimestre 2014, le volume de valeur ajoutée augmente dans toutes les activités de services, à l'exception – notable – des services aux entreprises (-0,1%).

Sur 12 mois glissants, seules les activités d'Hébergement Restauration connaissent un recul du volume de VA produite.

L'analyse des résultats montrent que l'activité demeure bien orientée pour la quasi-totalité des secteurs des services. Le recul des services aux entreprises est à surveiller, car de par leur taille et leur hétérogénéité, les conséquences d'une poursuite baissière pourraient se transmettre à un vaste champ d'activités marchandes.

Le retour de la croissance de l'Hébergement Restauration (première progression de la VA depuis 2 ans exactement, T1 2012) peut être interprété comme un signe de raffermissement de la conjoncture (redémarrage des dépenses professionnelles et personnelles).

Les prix demeurent bas, condition jugée nécessaire au maintien de la demande, tant pour des questions conjoncturelles que de compétitivité. Mais des prix bas induisent des marges faibles et donc moins d'investissements. Les contraintes sur les prix peuvent être des freins au renouvellement d'une offre de services performants et de qualité. Cela menacerait alors l'ensemble du secteur marchand français qui peine à recouvrer les volumes d'activité d'il y a 6 ans.

¹ Entre le T1 2008 et le T1 2014, la croissance trimestrielle moyenne est également de +0,2%.

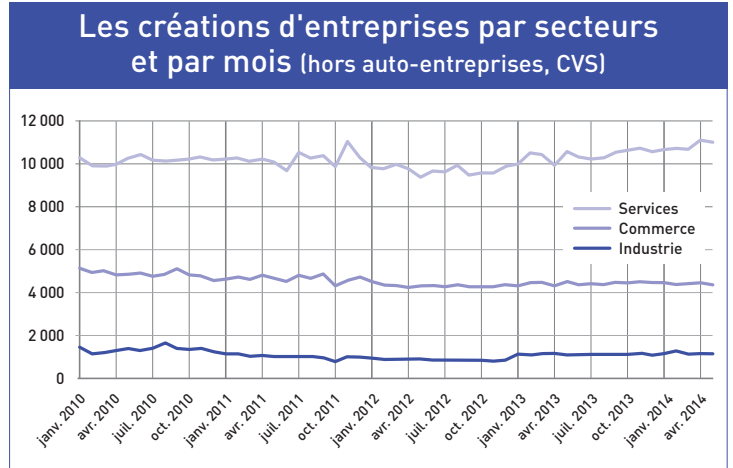


Les créations d'entreprises dans les Services

Le niveau de création d'entreprises de services atteint des records essentiellement dans les services aux entreprises.

11 014 entreprises de services ont été créées en mai 2014. Il s'agit du deuxième mois consécutif affichant plus de 11 000 créations. Ce niveau n'avait été atteint qu'une fois (novembre 2011, 11 064 créations) depuis la mise en place du statut d'auto-entrepreneur en janvier 2009 et la crise économique qui a suivi. Pendant l'année 2013 une tendance haussière s'est installée dans les créations d'entreprises de services qui ont rapidement franchi les plafonds de 2012 pour ne plus replonger en dessous des 10 000 créations par mois.

Au cours des 5 premiers mois de l'année 2014, les créations d'entreprises de services ont progressé de + 4,2 %, soit +10% en rythme annuel (+3% pour l'ensemble du Secteur Marchand Non Agricole). Sur 12 mois glissants, la progression est de +4,3% entre

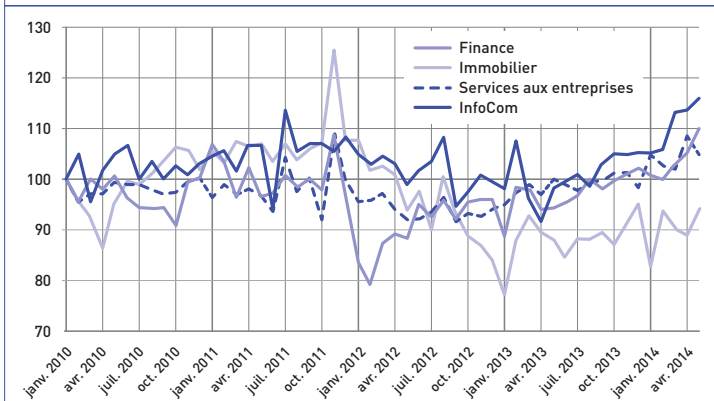
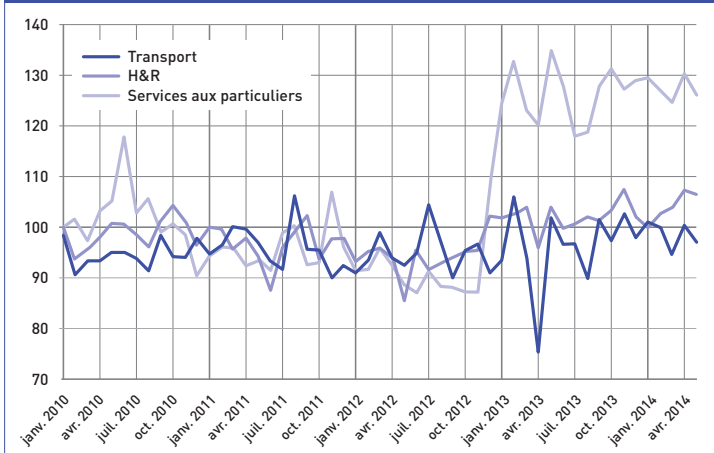


Sources : INSEE.

“ L'accroissement des créations d'entreprises de services est principalement localisé dans les activités BtoB. ”

mai 2013 et mai 2014. Au cours de cette période la croissance du SMNA n'a été que de +0,4%. L'accélération des services peine à compenser la stagnation des créations dans le reste du secteur marchand.

Les créations d'entreprises dans les Services (janv. 2010=100, CVS)



Sources : INSEE.

La création d'entreprises est particulièrement dynamique dans le BtoB (Services aux entreprises, Information/Communication, Finance et dans une certaine mesure l'Hébergement/Restauration) et plus stable dans l'Immobilier et les Transports. Les créations d'entreprises de Services aux particuliers ont connu des évolutions particulières depuis la fin de l'année 2012. Il semblerait que le bond en avant des créations dans ce secteur soit lié aux inquiétudes qui pèsent sur le statut d'auto-entrepreneur après les déclarations du gouvernement en septembre 2012. Les craintes sur l'intérêt du statut ne semblent pas levées depuis, ce qui maintient le nombre des créations d'entreprises environ 30% au-dessus du niveau de janvier 2010 (1 470 créations en mai 2014).

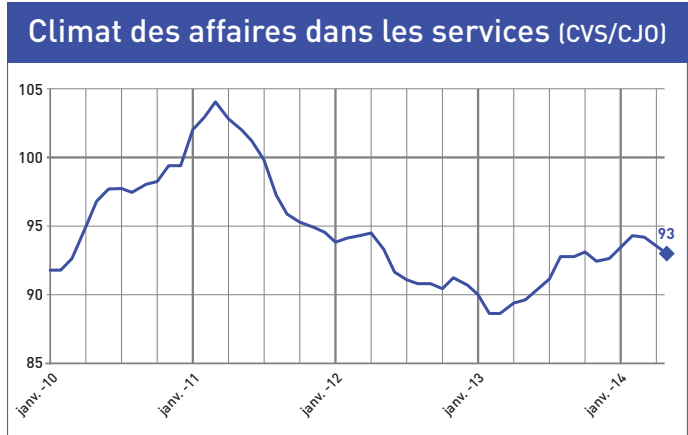
L'enquête Banque de France sur le climat des affaires

Malgré des indicateurs bien orientés, les chefs d'entreprises restent peu confiants car la rentabilité ne se redresse pas.

La dernière enquête disponible, du mois de mai, fait état d'une poursuite de dégradation du climat des affaires pour le second mois consécutif. Pour mémoire, 100 représente la moyenne du climat des affaires depuis 1987 et elle ressort à 93 en mai.

Il semblerait que les chefs d'entreprises de services conservent une certaine défiance malgré l'orientation globalement positive des autres réponses à l'enquête. En effet, les prévisions pour juin montrent une amélioration sensible de l'activité (solde d'opinion de 7 contre 4 pour mai), la trésorerie de fin de mois se maintient à 13, après avoir dépassé 10 en janvier et les effectifs pourraient continuer à croître bien que lentement¹.

Un élément d'explication de cette défiance réside sans doute dans la faible évolution des prix due notamment aux importantes pressions baissières que connaissent les entreprises lors de la renégociation des contrats². (du fait d'une utilisation détournée du CICE par les acheteurs). Une faible évolution – voire un recul – des prix est inquiétant dans la mesure où elle contraint la rentabilité déjà basse des entreprises. La diminuer davantage revient à réduire leur capacité d'investissement et de projection dans le futur (notamment via des anticipations intégrant la poursuite de la modération des prix). L'analyse des évolutions de prix par activité de services révèle une situation contrastée.

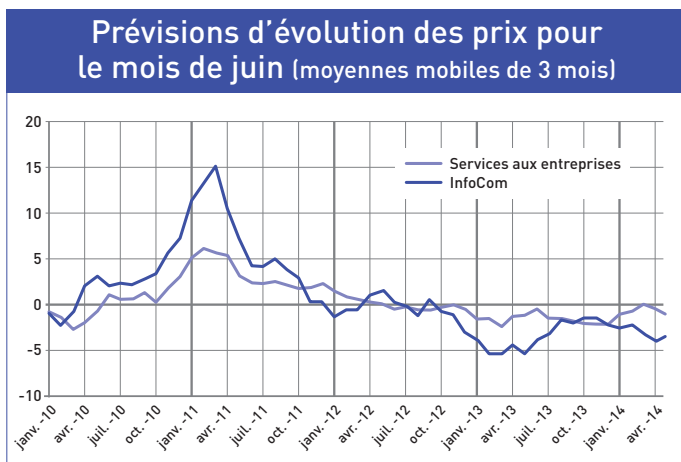


Source : Banque de France

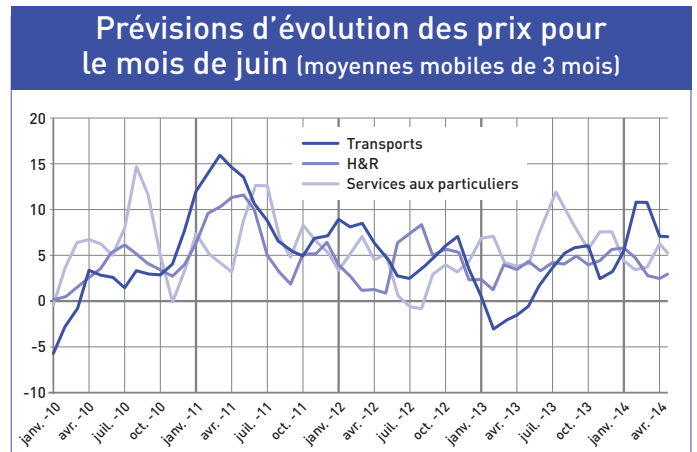
“ une trop faible évolution des prix. ”

Les services se répartissent en deux groupes³, les activités essentiellement BtoB (Services aux entreprises et Information/Communication) dont les soldes d'opinions font état d'une baisse continue des prix depuis la fin 2012. Tandis que les autres activités, à la clientèle mixte, conservent une orientation faiblement positive des prix⁴.

Les tensions baissières sur les prix des services constituent une problématique importante et spécifique. Importante, puisqu'elle contraint les investissements et que ceux-ci influencent le niveau de l'emploi. Spécifique, parce qu'au contraire de l'industrie, les services ne peuvent espérer une inflation importée via l'exposition aux échanges internationaux et la dépendance aux matières premières. Enfin, compte tenu des pressions à l'externalisation, en particulier hors d'Europe, le relèvement des prix des services semble un pari délicat à court terme tout comme la confiance des décideurs. L'innovation est généralement le moteur de la dynamique des prix dans les services, ce qui pose la question de son financement.



Sources : Banque de France, soldes d'opinions, CVS/CJO.



Sources : Banque de France, soldes d'opinions, CVS/CJO.

1 Solde d'opinions de 1,26 en mai pour juin, légèrement en dessous de la moyenne de cet indicateur depuis le début de l'année (1,66).
 2 Notamment dans la Sécurité et la Propreté.
 3 Les activités financières et immobilières ne sont pas disponibles dans l'enquête Banque de France.
 4 Moyenne des soldes d'opinions de 4 depuis janvier 2012 contre 5,5 depuis octobre 2002

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 25 fédérations de services membres du MEDEF et près de 24 grandes entreprises.

Les services sont un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le MEDEF, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil)
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes

Ce "baromètre trimestriel des services" présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat "services" correspond à ce que les nomenclatures standard nomment "tertiaire marchand" hors commerce. Avec 8,9 millions de personnes, ce champ représente 36% de l'emploi intérieur total en 2012 et a généré 45% de la valeur ajoutée totale.

